REGLEMENT INTERIEUR

PRÉAMBULE

Le lycée est un *lieu de travail* où tout doit être mis en œuvre pour que chacun et chacune puissent y trouver les meilleures conditions possibles dans l'accomplissement de ses tâches et ainsi favoriser la réussite de chaque élève.

Le lycée est aussi un *lieu de vie* où se côtoient quotidiennement des personnes d'âge, de sexe, de sensibilités différentes. Tout doit être mis en œuvre pour que, dans le respect des principes de neutralité, de laïcité, de respect d'autrui, s'établisse une vie communautaire harmonieuse qui contribue au mieux-être des individus et soit un terrain d'apprentissage de la vie sociale, des libertés et des responsabilités.

Pour respecter ces principes, chacun des membres de la communauté scolaire est soumis à des *règles* établies en commun que nul ne peut prétendre ignorer.

Ce règlement intérieur a été élaboré en concertation avec tous les partenaires de la communauté éducative et approuvé par le Conseil d'Administration du Lycée La Tournelle.

L'inscription dans l'établissement implique le respect du règlement intérieur qui organise la vie de la communauté scolaire. Ainsi les élèves majeurs doivent, comme les autres, se soumettre à ce règlement intérieur.

Chapitre I : FONCTIONNEMENT GENERAL

Art.I.1 : HORAIRES DES COURS.

Le lycée est ouvert du lundi 07H40 au vendredi 18h10.

Les horaires de cours se répartissent du lundi au vendredi et selon les plages horaires suivantes :

08h00 - 08h55 08h55 - 09h50 10h10 - 11h05 11h05 - 12h00
12h00 - 12h55 12h55 - 13h50 13h50 - 14h45 15h05 - 16h00 16h00 - 16h55

Les horaires indiqués sont les horaires de début et de fin de cours. Ils correspondent à la présence effective des élèves dans les salles de cours, les ateliers et les plateaux sportifs.

La présence aux cours est obligatoire ; les heures d'entrée et de sortie des élèves sont définies par les emplois du temps. Les interclasses entre deux cours doivent uniquement permettre aux élèves de changer de salles.

En dehors des récréations, aucun élève ne peut stationner dans la cour sans autorisation.

Pour des raisons de sécurité et de contrôle, l'ouverture et la fermeture des portes d'accès au lycée se font selon les horaires stricts définis.

A noter que les grilles ferment 5 minutes avant le début de chaque cours. Après cet horaire les élèves ne sont plus autorisés à entrer dans l'établissement avant l'heure suivante.

Art.I.2 : CONDITIONS D'ACCES ET DE SORTIE.

L'accès au lycée est autorisé sur présentation obligatoire de la carte d'identité lycéenne avec photo.

Tout élève qui ne présentera pas sa carte avec photo ne pourra accéder à la salle de classe sans être passé par la Vie Scolaire.

Pour toute sortie du lycée avant la fin de l'emploi du temps de la journée, les élèves mineurs devront fournir, en début d'année scolaire, une autorisation écrite et signée de leurs parents. Au-delà de deux heures libres consécutives, ils sont autorisés (avec accord des parents pour les mineurs) à quitter l'établissement jusqu'au cours suivant.

Art.1.3 : GARAGE POUR 2 ROUES.

Les élèves disposent d'un local pour garer leurs 2 roues (non motorisés).

Le stationnement se fait aux risques des propriétaires. L'administration du Lycée n'est pas responsable en cas de vols ou de dégradations des véhicules. Toute infraction entraînera l'interdiction d'utiliser le local.

Les élèves doivent déposer leur casque dans les casiers prévus à cet effet et le fermer avec leur propre cadenas. Aucun casque ne sera accepté en garde à la Vie Scolaire.

Art.1.4 : ESPACES DE VIE LYCEENNE : FOYER.

Le foyer est un *espace de vie* ouvert aux élèves, son accès se fait sous la surveillance d'un adulte référent.

L'accès du foyer est interdit aux élèves exclus, retardataires ou censés être en cours. La présentation de la carte est obligatoire.

Art.1.5 : UTILISATION DES SANITAIRES.

Les sanitaires ne sont ni des préaux, ni des fumeurs et ne sont pas mixtes. Les sanitaires du hall d'entrée sont réservés au personnel et aux visiteurs.

Art.1.6 : CIRCULATION DANS LES COULOIRS, HALL ET ROTONDES.

Les élèves ne doivent pas stationner en permanence dans les couloirs et les rotondes qui sont des lieux de passage. Tout stationnement dans ces lieux, notamment pendant les heures de cours, est interdit.

La passerelle est réservée aux personnels et aux visiteurs et ne peut en aucun cas être utilisée par les élèves, sauf consignes d'évacuation.

Art.1.7 : ASSURANCE.

Les accidents survenus au cours du trajet effectué par les élèves, entre leur domicile et l'établissement scolaire, ne sont pas pris en charge par la législation sur les accidents du travail (note de service ministérielle n°85198 du 31 mai 1985). Il est donc vivement conseillé aux familles de souscrire une assurance responsabilité civile ou une assurance scolaire. Une attestation doit être remise à la vie scolaire, dès le début septembre.

L'assurance ne peut revêtir un caractère obligatoire que dans le cadre de la participation d'un élève à des activités facultatives organisées par l'établissement. Dans ce cas, l'assurance doit comporter deux types de garanties (responsabilité civile et individuelle accident.) Le chef d'établissement est fondé à refuser la participation d'un élève dont l'assurance ne présenterait pas les garanties requises.

Chapitre II : DROITS DES ELEVES

Définis par la réglementation, les droits des élèves sont individuels et collectifs. Au titre de ses droits individuels, tout élève a droit :

- au respect de son intégrité physique et de sa liberté conscience ;
- au respect de son travail et de ses biens.

Il dispose de la liberté d'exprimer son opinion dans le lycée dans un esprit de tolérance et de respect d'autrui.

Les droits collectifs sont les suivants :

1. Droit d'expression collective :

Le droit d'expression collective peut s'exercer par l'intermédiaire des délégués de classe ou par celui du conseil des délégués pour la vie lycéenne (CVL).

Ils doivent néanmoins respecter deux principes essentiels :

- le pluralisme, qui implique d'accepter les différences de points de vue,
- la neutralité, qui implique de ne pas prendre de positions clairement politiques, commerciales ou religieuses.

2. Droit de réunion :

Il peut être exercé par l'ensemble des élèves. L'objectif essentiel est l'information. Des questions d'actualité présentant un intérêt général peuvent être abordées à condition que les points de vue différents soient respectés.

Pour ces réunions, une demande préalable devra être adressée au Chef d'établissement au moins cinq jours à l'avance en précisant l'heure et l'ordre du jour. Toutefois, dans des situations exceptionnelles ce délai pourra être réduit. Toute décision de refus sera motivée par écrit, en faisant ressortir de manière explicite les circonstances de droit et de fait.

3. Droit d'association :

Des associations peuvent être créées et dirigées par des élèves majeurs ainsi que par des élèves mineurs de seize ans révolus qui, sous réserve d'un accord écrit préalable de leur représentant légal, peuvent accomplir tous les actes utiles à leur administration, à l'exception des actes de disposition.

Des membres de la communauté éducative pourront participer aux activités de ces Associations. Les demandes de création doivent être soumises à l'approbation du Conseil d'Administration. Ces associations ne devront en aucun cas porter atteinte au service public, faute de quoi elles seraient dissoutes par le Conseil d'Administration sur demande du Chef d'établissement.

4. Droit de publication :

Les publications rédigées par les lycéens peuvent être diffusées dans l'établissement après accord du Chef d'établissement ou de son représentant. Toutefois :

- la responsabilité personnelle des rédacteurs est engagée pour tous leurs écrits ;
- ces écrits ne doivent être ni injurieux, ni diffamatoires, ni nuire au respect de la vie privée.

La responsabilité des élèves dans leurs écrits est pleinement engagée devant les tribunaux. Pour les élèves mineurs, la responsabilité est transférée aux parents.

Pour la mise en œuvre de leurs droits, les délégués élèves, la Conférence des délégués et les associations d'élèves auront accès à des panneaux d'affichage. Le Chef d'établissement pourra procéder à l'enlèvement d'affiches qui porteraient atteinte à l'ordre public ou au droit des personnes.

Chapitre III : OBLIGATIONS DES ELEVES

Les élèves doivent se soumettre à toutes les règles énoncées dans le présent règlement intérieur.

L'exercice des droits des élèves est inséparable de la finalité éducative, dans le respect du principe de laïcité du service public de l'enseignement.

La communauté scolaire, dans son ensemble, doit avoir le respect des diverses populations qui la composent, le respect de toute conviction : philosophique, religieuse ou politique et le respect de la fragilité de l'adolescent.

Conformément aux dispositions de l'article L.141-5-1 du code de l'éducation, le port de signes ou de tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse est interdit.

Lorsqu'un élève méconnaît l'interdiction posée à l'alinéa précédent, le chef d'établissement organise un dialogue avec cet élève avant l'engagement de toute procédure disciplinaire.

Aucune association de parents d'élèves ne pourra avoir son siège au lycée. Les associations de parents d'élèves présentes dans l'établissement bénéficient de moyens matériels d'action, notamment d'une boîte aux lettres et d'un panneau d'affichage situé dans un lieu accessible aux parents.

Chapitre IV : DEMI-PENSION-BOURSES

La demi-pension est ouverte de 12h05 à 13h30.

Art. IV.1 : LE PAIEMENT.

La tarification a lieu au repas consommé avec réservation préalable. L'approvisionnement du compte demi-pension se fait par internet (site sécurisé du lycée, application mobile) ou à l'intendance.

Art. IV.2 : LA RESERVATION.

Les élèves doivent réserver ou annuler leur repas au plus tard la veille avant 13h.

La réservation peut se faire : par internet (site sécurisé du lycée, application mobile) et à la borne située dans le hall du lycée. Aucun accès au self ne sera possible sans réservation.

Art. IV.3 : REGLEMENT INTERIEUR DE LA DEMI-PENSION.

Le comportement et la tenue en salle de restauration doivent être corrects, sous peine d'exclusion provisoire, voire définitive du régime de demi-pension.

(cf. règlement de fonctionnement du Service de Restauration)

Art.V.4 : BOURSES.

Les demandes sont à adresser au secrétariat d'intendance (se renseigner dès le début de l'année). Selon le code de l'Education, (art R 531-31), « le paiement des bourses d'enseignement du second degré est subordonné à l'assiduité aux enseignements ». Par conséquent, l'établissement pourra demander une suspension des bourses en cas d'absences prolongées et injustifiées, après information préalable des familles.

Chapitre V : RELATIONS AVEC LES FAMILLES

Il est recommandé aux familles de ne pas hésiter à prendre contact avec le Proviseur, le Proviseur-Adjoint, les Conseillers Principaux d'Education, le Professeur Principal et les Professeurs, chaque fois que l'intérêt de leur enfant semble l'exiger.

Art. V.1 : RENDEZ-VOUS.

Le Proviseur et le Proviseur-Adjoint reçoivent sur rendez-vous uniquement.

Les *Conseillers Principaux d'Education* sont à votre disposition tous les jours sur rendez-vous. Psychologue de l'Education Nationale (PsyEN) peut être contactée au Centre d'information et d'orientation. (CIO de colombes 33 rue des Cerisiers, Tel. 01 42 42 17 34).

Les *professeurs* reçoivent sur rendez-vous, qui sera demandé par l'intermédiaire de la messagerie ENT ou d'un appel téléphonique. Il est préférable de contacter le *professeur principal* de la classe, pour les problèmes concernant les résultats scolaires.

Art. V.2 : VIE SCOLAIRE.

Pour toute question relative à la Vie Scolaire : conduite, absentéisme, orientation scolaire, les élèves et les parents doivent s'adresser en priorité aux CPE qui seront leurs interlocuteurs privilégiés.

Le rôle éducatif et pédagogique du CPE lui permet d'assurer un suivi précis des élèves en étroite collaboration avec les enseignants, et de tout mettre en œuvre pour la réussite de chacun. Il assure également la liaison entre les parents et le Chef d'Établissement si le besoin s'en fait sentir.

Tout changement d'adresse ou de coordonnées téléphoniques doit être obligatoirement signalé au secrétariat élèves.

A défaut d'avoir été informé, l'établissement ne peut être tenu pour responsable d'un acheminement qui n'aboutirait pas.

Art. V.3 : CERTIFICATS DE SCOLARITE.

Les demandes sont à adresser au secrétariat élève « via le site de l'établissement Demande administrative » ou directement au bureau.

Art. V.4 : Toute information destinée aux élèves est inscrite sur un panneau d'affichage dans le hall et/ou diffusée sur l'ENT et/ou Pronote.

Art. V.5 : La messagerie ENT et PRONOTE servent à toute correspondance entre les professeurs, l'Administration et la famille de l'élève : demandes de rendez-vous, remarques sur le comportement ou le travail de l'élève, modifications d'emploi du temps, demandes de participation financière à des sorties scolaires facultatives, acceptées par l'Administration conformément aux délibérations du Conseil d'Administration etc.

Les parents ~~sont invités à~~ doivent en faire une consultation régulière.

Chapitre VI : CARTE D'IDENTITE LYCEENNE

Art. VI.1 : Pour entrer comme pour sortir, les élèves doivent présenter leur carte avec photo. Cette carte fait apparaître l'identité et l'emploi du temps.

En classe, la carte doit être déposée avec le téléphone dans la boîte prévue à cet effet.

Art. VI.2 : Chaque élève doit être en mesure de la présenter à n'importe quel moment à un professeur ou à tout membre du personnel qui le lui demande. Dans le cas où un élève refuserait de présenter sa carte, une punition, voire une sanction pourra lui être infligée.

Art. VI.3 : Un élève, ayant perdu sa carte, devra avec une demande écrite de la famille, s'il est mineur, ou sur simple demande écrite par lui-même, s'il est majeur, en acheter une autre. Il devra pour cela fournir une photo d'identité.

Chapitre VII : COMPORTEMENT

Art. VII.1 : Sont inacceptables : l'incorrection, les menaces, les brutalités, les insultes et tout comportement répréhensible, entre élève ou envers le personnel. Tout élève ayant une attitude incorrecte à l'égard d'un des membres du Personnel ou d'un de ses camarades, provoquant la perturbation ou ne respectant pas le présent règlement pourra faire l'objet d'une punition ou d'une sanction.

Art. VII.2 : *Tenue vestimentaire*

Chacun doit venir au lycée dans une tenue vestimentaire correcte. Les pantalons déchirés, troués, élimés sont interdits dans l'enceinte de l'établissement. Le port de tout couvre-chef est interdit dans l'enceinte de l'établissement.

Lors de la journée professionnelle, la tenue vestimentaire normée et correspondant aux codes fournis lors de l'inscription est obligatoire. L'entrée au lycée ce jour-là est assujettie au port de la tenue.

Art. VII.3 : Chacun doit veiller à la bonne conservation du matériel scolaire et à la propreté des locaux. Toute détérioration du matériel, par suite d'inobservation des consignes données, et toute dégradation -volontaire ou involontaire- entraînent la responsabilité des parents et le remboursement des frais engagés par le remplacement ou la remise en état.

Art. VII.4 : Il est absolument interdit d'introduire de la nourriture ou des boissons (sauf eau) dans l'établissement. Les emballages vides seront jetés dans les poubelles prévues à cet effet.

Art. VII.5 : Il est interdit de fumer dans le lycée. L'introduction et la consommation de produits stupéfiants et de boissons alcoolisées dans l'enceinte de l'établissement sont interdites.

Art. VII.6 : Aucun élève n'est autorisé à rentrer dans la salle des professeurs et dans les espaces réservés aux personnels.

Art. VII.7 : L'usage du téléphone dans l'établissement est réglementé :

Son utilisation est libre dans le hall, le foyer et la cour. Les élèves peuvent consulter leur téléphone dans les bâtiments (regarder l'ENT, Pronote ou lire un texto) en revanche, téléphoner ou écouter de la musique est interdit. Les écouteurs sont interdits dans les couloirs. A l'entrée en salle de cours, les téléphones sont rangés dans la boîte prévue à cet effet et remis au professeur qui leur restituera en fin de séance.

La prise de photographies ou de vidéo dans les locaux est interdite et est répréhensible par la loi.

Art. VII.8 : Il est vivement conseillé de ne pas venir au lycée avec des objets de valeur ou de l'argent liquide. Le lycée ne peut en aucune façon être tenu-responsable des pertes ou vols qui pourraient se produire.

Chapitre VIII : LA SCOLARITE

Art. VIII.1 : *RYTHMES SCOLAIRES.*

L'année scolaire peut se découper en trimestres ou en semestres.

Les conseils de classe se tiennent à la fin de chaque période.

Des réunions parents professeurs seront organisées au moins deux fois par an.

Art. VIII.2 : *EVALUATION.*

Les élèves, premiers acteurs de leurs études, ont l'obligation de se soumettre aux différents contrôles de connaissances et devoirs donnés par les professeurs. En cas d'absence à un

contrôle, l'élève pourra dès son retour être mis en situation d'évaluation. L'élève peut prendre contact avec son enseignant pour organiser le rattrapage du devoir manqué.

Tout refus caractérisé de se soumettre à cette obligation aura une incidence sur la moyenne, calculée en fonction du nombre de contrôles effectués au cours de la période de notation.

Sur le bulletin, il sera notifié en plus des notes et des appréciations de chacun des professeurs, le nombre de demi-journées d'absences.

Le conseil de classe pourra prononcer, des mesures d'encouragement ou de mise en garde en fonction des résultats, du comportement et de l'assiduité de l'élève.

- Encouragements.
- Compliments.
- Félicitations.
- Mention d'excellence
- Alertes

Tout bulletin scolaire étant un document important, il est de votre responsabilité de le conserver précieusement. Aucun duplicata ne sera fourni.

Art.VIII.3 : ÉQUIPEMENTS, FOURNITURES ET MANUELS SCOLAIRES.

L'établissement communique aux élèves la liste des objets indispensables aux études en début d'année : un minimum de matériel est exigé. L'élève qui n'aurait pas son matériel dans les délais indiqués et ne pourrait donc suivre dans des conditions normales l'enseignement donné, ne serait plus accepté dans les cours concernés jusqu'à ce que sa situation soit réglée. Tout élève doit avoir le matériel nécessaire de façon constante à tous les cours.

Le conseil régional met à la disposition des élèves un ordinateur. Cet outil entre dans le matériel indispensable pour suivre les enseignements et doit être obligatoirement apporté en cours chargé.

La charte qui fixe les conditions d'utilisation de cet outil est donnée lors de sa distribution.

Art. VIII.4 : SORTIES PEDAGOGIQUES.

Les sorties pédagogiques seront organisées conformément à la réglementation en vigueur.

Art. VIII.5 : C.D.I.

Le CDI (Centre de documentation et d'information) est ouvert à toute la communauté scolaire, tous les jours. L'accès au CDI se fait, pour les élèves, avec dépôt de la carte et du téléphone dans la boîte à portable (comme pour l'entrée en cours).

Le CDI est le centre de ressources culturelles et professionnelles à disposition de tous. C'est un lieu où la recherche documentaire, la lecture et le travail se font dans le calme.

Chaque utilisateur s'engage à respecter les règles de vie affichées à l'entrée du CDI ainsi que les documents et le matériel qui appartiennent à toute la communauté.

Une classe accompagnée du professeur pour une recherche documentaire sur un thème aura la priorité sur des élèves venant individuellement.

Les élèves peuvent emprunter pour une durée de trois semaines renouvelables, des fictions, des documentaires, des bandes dessinées.

En cas d'incivilités ou de retards dans la restitution des documents, l'élève pourra être puni ou sanctionné.

Art. VIII.6 : ATELIERS.

Les séquences pédagogiques en ateliers sont des cours obligatoires qui répondent à des conditions particulières de sécurité. Leur non-respect peut entraîner l'exclusion ou une sanction plus lourde. Les élèves doivent porter :

- des chaussures de sécurité ;
- des vêtements de travail adaptés (non flottant) : une blouse.

Art. VIII.7 : COMPORTEMENT EN COURS.

L'élève doit adopter un comportement général qui mettra la classe dans les meilleures conditions de réussite :

- arriver à l'heure en cours ;
- avoir son matériel général (feuille, stylo, manuel) ainsi que le matériel ou la tenue spécifique à chaque matière (blouse, tenue de sport) ;
- avoir une attitude correcte en classe (vis-à-vis des personnes, du matériel et des locaux).

Tout manquement pourra être sanctionné par les mesures énoncées au chapitre des punitions et sanctions.

En ce qui concerne les absences, l'élève devra rattraper les cours auxquels il n'aura pas assisté. De même les évaluations ayant eu lieu pendant l'absence de l'élève devront être rattrapées. Enfin, tout élève présent dans l'établissement et qui refuse d'aller en cours sera renvoyé chez lui.

Art. VIII.8 : ASSIDUITE – PONCTUALITE.

Il appartient aux familles ou à tout responsable légal de signaler au lycée l'absence d'un(e) élève le jour même. Dès son retour l'élève doit régulariser sa situation en présentant, avant l'heure du cours, au C.P.E. ou aux AED, un justificatif dûment signé par le responsable légal.

En cas de retards répétés, l'élève s'exposera à une punition. Il pourra être sanctionné si la punition n'est pas honorée.

L'élève qui est en retard, doit se présenter au bureau du C.P.E. ou de la Vie Scolaire.

Tout élève retardataire sera accepté en cours, par son professeur s'il est porteur d'un billet de circulation visé par le CPE ou les AED.

L'élève qui ne suit pas ces règles sera renvoyé au bureau des AED.

Si l'absence est prévisible ou si l'élève a besoin de quitter le lycée sur ses heures de cours, pour raison exceptionnelle, il ne pourra le faire que s'il donne préalablement, au C.P.E une demande écrite motivée (et signée de ses parents, s'il est mineur).

Pour les absences de plus de cinq jours, la famille de l'élève doit avertir le lycée dans les 24 heures.

Il appartient à l'élève de rattraper, dans les meilleurs délais, le travail effectué pendant son absence.

Le Chef d'Etablissement pourra saisir la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale (DSDEN) :

- Si, malgré l'invitation du Chef d'Etablissement, les familles n'ont pas fait connaître les motifs d'absence de l'enfant ou qu'elles ont donné des motifs d'absence inexacts ;
- Si l'élève a manqué la classe sans motif légitime ni excuses valables au moins quatre demi-journées dans le mois.

En cas de persistance du défaut d'assiduité, le Chef d'Etablissement réunit les membres concernés de la communauté éducative, afin de proposer aux personnes responsables de l'enfant une aide et un accompagnement adaptés et contractualisés avec celles-ci.

Un personnel d'éducation référent pourra être désigné pour suivre les mesures mises en œuvre au sein de l'établissement d'enseignement.

L'autorité de l'Etat compétente en matière d'éducation pourra saisir le Procureur de la République des faits constitutifs d'infraction aux dispositifs du présent chapitre.

Un élève retardataire s'expose à ne pas être accepté au sein de l'établissement et sera considéré comme absent.

Toute absence sans motif reconnu valable est une infraction passible en elle-même de sanctions et peut constituer un motif de saisine du conseil de discipline.

Art.VIII.9 : PERIODE DE FORMATION EN MILIEU PROFESSIONNEL (PFMP)

Tout élève refusant de participer aux PFMP sera passible de sanctions. Les absences en PFMP sont soumises à la même réglementation que les absences au lycée. Si pour des raisons médicales une absence doit porter sur plusieurs jours, il est indispensable de transmettre à l'établissement scolaire, ainsi qu'à l'entreprise le certificat médical précisant la durée de l'arrêt.

Art.VIII.10 : EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE (E.P.S.)

Le règlement intérieur de l'établissement s'applique dans sa totalité sur les installations sportives.

L'E.P.S. est, comme toutes les disciplines figurants à l'emploi du temps, obligatoire. L'élève doit avoir maillot, short et chaussures de sport, maillot ou slip de bain. Tout oubli de cette tenue pourra entraîner une sanction.

L'élève sera dispensé temporairement ou de façon permanente uniquement sur présentation d'un certificat médical,

Les horaires d'EPS indiqués à l'emploi du temps, comme pour tous les autres cours, sont les horaires de début ou de fin de cours. Les élèves se rendent directement à l'entrée des installations sportives où les accueillent les professeurs d'EPS. Ils ne peuvent accéder aux installations qu'accompagnés des enseignants et à quitter celles-ci qu'avec leur autorisation. En cas de situation particulière, il pourra être décidé que les élèves se rendent sur les installations sportives accompagnés de leur enseignant.

Les professeurs d'E.P.S. ainsi que l'administration du lycée ne sont pas responsables des vols qui peuvent se produire dans les vestiaires du stade.

Chapitre IX : LES SOINS ET LES URGENCES

Art.IX.1 : Tout élève allant à l'infirmerie, pendant une séquence de cours, doit être accompagné d'un élève désigné par le professeur ; ce dernier doit remonter aussitôt en cours. L'élève malade se rendant à l'infirmerie et son accompagnateur doivent être porteurs de leurs cartes et d'un billet de circulation, préalablement visés par leur professeur, puis par l'infirmière.

Art.IX.2 : En cas de traitement médical, les élèves peuvent venir déposer leurs médicaments accompagnés de l'ordonnance à l'infirmière. Les élèves ayant des problèmes de santé graves ou réguliers sont invités à le signaler, afin d'éviter toute sanction injuste, et également pour leur assurer une meilleure prise en charge.

Art.IX.3 : Les visites médicales sont obligatoires, et nul ne peut s'y soustraire.

Art.IX.4 : Dans la mesure où l'infirmière est présente dans l'établissement, elle assure la réponse à l'urgence, et selon le degré de gravité donne les premiers soins et si besoin, fait

appel à un service d'urgence, en appliquant les mesures prévues dans le cadre du protocole national sur l'organisation des soins et des urgences dans les écoles et établissements. Il est de sa responsabilité professionnelle d'effectuer les soins préventifs ou curatifs qui visent à protéger, maintenir, restaurer et promouvoir la santé des élèves.

Art.IX.5 : Aucun médicament, quel qu'il soit, ne doit être administré à l'élève par un personnel extérieur aux services santé.

Chapitre X : PUNITIONS ET SANCTIONS

Des punitions scolaires et sanctions disciplinaires, éventuellement assorties d'un sursis pourront être prises à l'encontre des élèves qui perdraient de vue les obligations inhérentes à toute vie collective et à toute action pédagogique et éducative, afin d'éviter que l'ensemble de la communauté scolaire ne supporte les conséquences de leur mauvais comportement.

Art.X.1 : Les punitions scolaires sont les suivantes :

- travail supplémentaire,
- excuses orales ou écrites ;
- retenue avec information écrite obligatoire.

L'exclusion temporaire de cours est possible mais reste exceptionnelle car elle entraîne une rupture dans l'apprentissage. Elle est obligatoirement accompagnée d'un travail donné à l'élève exclu.

L'élève exclu sera obligatoirement pris en charge par un membre de la vie scolaire.

Conformément aux dispositions réglementaires parues au BO N° 22 du 29 mai 2014, ces punitions scolaires peuvent être données par les professeurs, les personnels de direction, d'éducation ou de surveillance, assistants d'éducation et pédagogiques compris. Elles sont également attribuées par le Chef d'Etablissement sur proposition du personnel ATTEE.

Art.X.2 : *Les sanctions disciplinaires.*

a. Échelle des sanctions.

L'échelle règlementaire des sanctions applicables est la suivante :

- L'Avertissement
- Le Blâme est un rappel à l'ordre écrit et solennel
- La Mesure de responsabilisation exécutée dans l'enceinte de l'établissement ou non, en dehors des heures d'enseignement qui ne peut excéder 20 heures. Elle consiste à participer à des activités de solidarité culturelles ou de formation ou à l'exécution d'une tâche à des fins éducatives.
- L'exclusion temporaire n'excédant pas huit jours.
- L'exclusion temporaire de la classe qui ne peut excéder huit jours et au cours de laquelle l'élève est accueilli dans l'établissement ;
- La mesure de responsabilisation, exécutée dans l'enceinte de l'établissement ou non, en dehors des heures d'enseignement, qui ne peut excéder vingt heures ;
- L'exclusion définitive de l'établissement ou de l'un de ses services annexes.

Les sanctions, autres que l'avertissement et le blâme, peuvent être assorties d'un sursis.

b. Les titulaires du pouvoir disciplinaire.

L'initiative de la procédure disciplinaire appartient exclusivement au Chef d'établissement, éventuellement sur demande d'un membre de la communauté éducative.

C'est aussi le Chef d'établissement qui décide ou non de réunir le Conseil de Discipline. Préalablement à la mise en œuvre d'une procédure disciplinaire, le Chef d'établissement et

l'équipe éducative recherchent, dans la mesure du possible, toute mesure utile de nature éducative.

Le Chef d'Établissement peut prononcer dans le respect de la procédure disciplinaire, toutes les sanctions qu'il juge utiles dans la limite des pouvoirs qui lui sont reconnus au terme des dispositions de l'article R.511-14 du code de l'éducation.

Le Conseil de Discipline peut prononcer toutes les formes de sanction énumérées ci-dessus ainsi que l'exclusion définitive.

Le Conseil de Discipline détient une compétence exclusive lorsqu'un personnel de l'établissement a été victime d'atteinte physique. Par ailleurs, il est seul habilité à prononcer les sanctions d'exclusion définitive de l'établissement ou de l'un de ses services annexes.

Art.X.3 : *Comportements récidivants ou non qui peuvent entraîner une punition ou une sanction*

(Liste non exhaustive) :

- Travail scolaire non rendu ;
- Matériel scolaire oublié ;
- Détérioration du matériel scolaire ou des locaux ;
- Fumer dans l'enceinte du lycée y compris dans la cour de récréation ;
- Cracher ;
- Insultes ;
- Propos racistes ;
- Refus de présenter sa carte ;
- Port de la casquette ou de tout couvre-chef dans les locaux ;
- Tenue vestimentaire incorrecte ;
- Violences physiques ou verbales ;
- Introduction de substances illicites dans l'établissement (usage, vente ou don) ;
- Vol, etc.

En cas de manquement au respect du matériel et des locaux (tags...), ainsi qu'au respect des règles d'hygiène (crachats...), l'élève responsable pourra être soumis à une punition relevant de la réparation du préjudice.

L'exécution de la punition doit rester en adéquation avec l'âge de l'élève et ses capacités. Toute activité ou tâche susceptible de porter atteinte à la santé et à la dignité de l'élève est interdite ;

Art.X.4 : *Commission Educative.*

La Commission éducative présidée par le Chef d'Établissement ou son représentant est instituée d'après l'article R.511-19-1 du code de l'éducation.

Elle a pour mission d'examiner la situation d'un élève dont le comportement est inadapté aux règles de vie dans l'établissement et de favoriser la recherche d'une réponse éducative personnalisée.

Elle est également consultée en cas d'incident impliquant plusieurs élèves.

Elle assure le suivi de l'application des mesures de prévention et d'accompagnement, des mesures de responsabilisation ainsi que des mesures alternatives aux sanctions.

***Règlement intérieur modifié et approuvé
par le Conseil d'Administration
du***